

CIBLE

Coupures

Il y a deux ou trois ans, les hiérarques du RPR répétaient avec une satisfaction gourmande une petite phrase qui résumait leur stratégie politique pour l'après 16 mars: «on lui coupera le gaz et l'électricité». Lui, c'était le président de la République, promis au triste sort d'un inaugurateur de chrysanthèmes isolé dans un dérisoire bunker.

Comme tant d'autre fanfaronnades, celle-ci a été cruellement démentie. Le chef de l'Etat demeure le véritable maître du jeu et c'est le gouvernement qui se trouve aujourd'hui assiégé par les révoltes et les grèves. On ne lui a pas encore coupé le gaz et l'électricité mais, pendant le seul mois de décembre, il s'est trouvé successivement privé d'étudiants et de lycéens, de nouvelles pendant la grève de l'AFP, de trains, de métro et de bateaux.

Il n'y a pas lieu de se réjouir de ces difficultés qui nuisent à l'économie du pays, mais force est de constater la coupure nette qui existe entre le gouvernement et les citoyens. Ce n'est pas l'Elysée, mais Matignon, qui s'est transformé en bunker: même si on ne lui coupe pas le téléphone, toutes les communications sont maintenant interrompues.

ÉTHIQUE

L'avenir des générations futures



Pacifique

L'absence de la France

(p. 4)

Social

Le temps des luttes

(p. 2)

Blocages

Le temps des luttes

Personne ne s'y attendait vraiment mais, tout à coup, le paysage social s'est embrasé. Qui a mis le feu ? Certainement pas les syndicats, encore moins le Parti socialiste. Comme le mouvement étudiant, celui des cheminots, des marins aussi, s'est développé spontanément. Cela signifie que le terrain était favorable et que le gouvernement a multiplié, une fois de plus, les causes de mécontentement et de révolte.

POURQUOI ?

A la SNCF, affectée par la grève la plus spectaculaire, les origines immédiates du mouvement tiennent aux conditions de travail, à la médiocrité des salaires et aux menaces qui pèsent sur le statut des cheminots. Corporatisme ? Pas seulement. En même temps que la SNCF et la RATP, c'est l'ensemble du secteur public et nationalisé qui s'agite et menace, à son tour, de faire grève. Révolte de privilégiés ? La droite le dit, en oubliant que le gouvernement multiplie depuis le mois de mars les provocations à l'égard des salariés. Là encore, Jacques

Les grèves surprennent par leur ampleur, leur durée, et leur ressemblance avec un mouvement récent...



Chirac et ses amis «libéraux» ont manqué de discernement. Ils ont cru que leur victoire électorale leur donnait tous les droits, que la crise économique maintiendrait les salariés en état d'atonie, que les syndicats, en perte de vitesse, se contenteraient de manifestations symboliques.

D'où le choix d'une politique de clientèle, manifestement conçue pour engranger le maximum de voix en 1988: suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, rétablissement de l'anonymat sur le commerce de l'or, amnistie pour les capitaux placés illégalement à l'étranger, suppression de

l'autorisation administrative de licenciement, augmentation des honoraires médicaux de 13%, liberté des prix pour le petit commerce, subvention de 2 milliards de francs pour les agriculteurs.

Pour les salariés du secteur public au contraire, une augmentation des salaires de 3%, mais réduite par la hausse prévisible des prix (2%) et par l'intégration à la masse salariale des primes d'ancienneté et de promotion individuelle. Laxisme pour les uns, rigueur pour les autres. Le contraste a été explosif.

COMMENT ?

On déplorera, bien sûr, le trouble apporté à la circulation des personnes et les difficultés économiques qu'aggravent la grèves de cheminots. Mais à qui la faute ? Les syndicats ne voulaient pas d'un mouvement revendicatif pendant les fêtes et ils ont vu celui-ci se développer et se durcir sans eux, et même dans une méfiance significative à leur égard. Inspiré par

l'exemple étudiant, les coordinations nationales des cheminots ont donné une nouvelle tournure au combat social. Manifestement, il y a rejet de la bureaucratie et de l'autoritarisme des syndicats, volonté d'autonomie, de participation et de contrôle direct des tactiques syndicales, émergence aussi de nouveaux leaders particulièrement combattifs.

D'où l'inquiétude des grandes centrales, qui redoutent la contagion de ce type de lutte. D'où l'incertitude du gouvernement, qui a choisi la fermeté en pariant sur la lassitude de l'opinion, mais qui ne peut supporter longtemps ce type de grève. S'il cède, comme en décembre face aux étudiants, il développera l'esprit revendicatif et compromettra l'ensemble de sa politique économique. S'il résiste, il n'est pas sûr d'empêcher, tout au long de l'hiver, des troubles sociaux qui détruiraient l'image de bon gestionnaire qu'il avait décidé de privilégier après sa pause forcée sur le plan des «réformes de société». Six mois après la victoire, déjà la déroute ?

Yves LANDEVENNEC

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Le temps des luttes - p.3 : La reprise en main - la monarchie selon les espagnols - p.4 : L'absence de la France - p.5 Tchad : Paris-Ndjamena - p.6-7 : Bio-éthique et société - p.8 : Un Français de Hongrie - Matulu - p.9 : Barrès l'insaisissable ? - p.10 : Quelle troisième voie - Le nom de la rose - p.12 : Une droite sans fidélité
 REDACTION - ADMINISTRATION
 17 rue des Petits-Champs 75001 Paris
 Tel. : (1)42.97.42.57
 Directeur de la pub. : Yvan AUMONT
 Comm.Parit. 51700 -ISSN 0151-5772
 Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (55 F), 6 mois (105 F), un an (180 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Audiovisuel

La reprise en main

En apprenant la nomination de Claude Contamine à Antenne 2, un journaliste de la chaîne a demandé s'il fallait ressortir les portraits de Pompidou ? Il s'agit certes d'une boutade, mais révélatrice du climat qui règne dans les milieux de l'audiovisuel qui perçoivent les nouvelles arrivées comme une régression.

Les craintes qui s'étaient manifestées dès la formation de la Commission nationale de la Communication et des Libertés (sic), se sont renforcées avec les nominations des états-majors de chaque chaîne et le départ forcé de certains journalistes.

Ainsi à Radio France, le départ de Jean-Pierre Farkas, responsable de l'information, et de trois présentateurs des journaux du matin, est-il malvenu au moment où le succès d'écoute croissait, dépassant même Europe 1. La raison invoquée par Roland Faure, nouveau P.D.G. ? « L'amateurisme que nous avons vu fleurir, ce n'est pas de la radio ». Les remplaçants de J.-P. Farkas, Gérard Courchel ou encore André Berthon sont-ils de meilleurs professionnels parce que membres de la nouvelle majorité ?

Claude Contamine à Antenne 2 n'a pas fait preuve de plus de diplomatie. Aux journalistes de la chaîne qui lui demandaient si l'indépendance de la rédaction serait maintenue, il répond : « J'ignore le sens de ce mot, je crois à la rigueur, au pluralisme, à l'honnêteté. L'information doit être consensuelle, elle ne doit heurter personne. » Et c'est au nom de ces beaux principes que la tête de Pierre-Henri Arnstam, directeur de l'information, est tombée. D'autres sont sur le billot. Celle de Claude Sérillon par exemple.

A FR3 René Han n'avait plus rien à faire : le couperet était tombé avant son arrivée. Espérant conserver son fauteuil présidentiel, Janine Langlois-

Glandier avait, dès le 16 mars, fait remplacer tous les rédacteurs en chef des bureaux d'information régionaux, et le rédacteur en chef de « Soir 3 ». Cela ne lui aura servi à rien : il y a quand même une morale !

A un peu plus d'un an de la date prévue pour les élections présidentielles ces péripéties sont instructives sur la nature du « libéralisme » gouvernemental. Ne se croirait-on pas revenu vingt ans en arrière, à l'époque où la télévision et la radio étaient considérées comme la « voix de la France » ? Il y a, à droite plus encore qu'à gauche, deux discours : l'un que l'on tient quand on est dans l'opposition, l'autre quand on est au pouvoir.

Gageons cependant que la main-mise des chiraquiens sur l'audiovisuel n'ira pas sans graves remous. Politiciens d'abord, car les amis de F. Léotard n'apprécient pas et ne feront plus de cadeaux sous peine d'être laminés. Sociaux ensuite, surtout quand auront commencé les grandes manœuvres des privatisations. Moraux enfin, et ce seront les plus incontrôlables, car l'évolution des grands media vers l'autonomie à l'égard des politiques au nom d'une logique propre*, est une tendance profonde, que l'ex-Haute Autorité avait contribué à mettre à jour en France, et que la répression actuelle n'étouffera pas facilement.

Patrice LE ROUE

* Qui comporte d'ailleurs ses risques : logique anglo-saxonne du professionnalisme avant tout, logique du spectacle, qui broient les individus...

Enquête

La monarchie selon les espagnols

La monarchie en Espagne est jugée en fonction du service qu'elle rend au pays. Tel est bien un des critères décisifs de la légitimité.

La revue *Le Débat* consacre une partie de son dernier numéro à l'Espagne nouvelle (1). Faute de place pour l'analyser dans son ensemble, nous tenons à signaler l'article de Jorge Semprun, qui commente de manière très détaillée une étude du centre d'Investigations sociologiques de Madrid sur les attitudes des Espagnols envers

Les réponses qui concernent l'institution monarchique elle-même sont tout aussi intéressantes : 37% estiment que la monarchie est une institution désuète, depuis longtemps dépassée ; 6% pensent que c'est une institution de droit divin et 58% qu'elle garantit l'ordre et la stabilité.

Comme le remarque Jorge Semprun, l'appui à la monarchie n'est pas inconditionnel : il est fonction du rôle que l'institution a joué dans la transition démocratique : « c'est dans cette perspective que l'appui à la monarchie devient largement majoritaire, puisqu'elle a constitué l'une des principales garanties institutionnelles du succès de la voie de réforme démocratique ».

Cette enquête permet de comprendre le mode de relation



qui existe entre la monarchie et un peuple dans le monde moderne. Point d'adhésion de type religieux à quelqu'un qui serait considéré comme un surhomme, point d'enthousiasme aveugle tel qu'il a existé dans les régimes totalitaires, mais tout simplement l'estime, voire l'affection, pour un homme voué au service de son pays, et le consentement donné à une instruction en raison de l'unité et de la liberté qu'elle assure. C'est dans ce service et dans ce consentement que se vérifie la légitimité du pouvoir politique ; et c'est son enracinement dans l'histoire qui permet à la monarchie de l'acquiescer.

Sylvie FERNOY

(1) « Le Débat », novembre-décembre 1986, Gallimard.

Pacifique

L'absence de la France

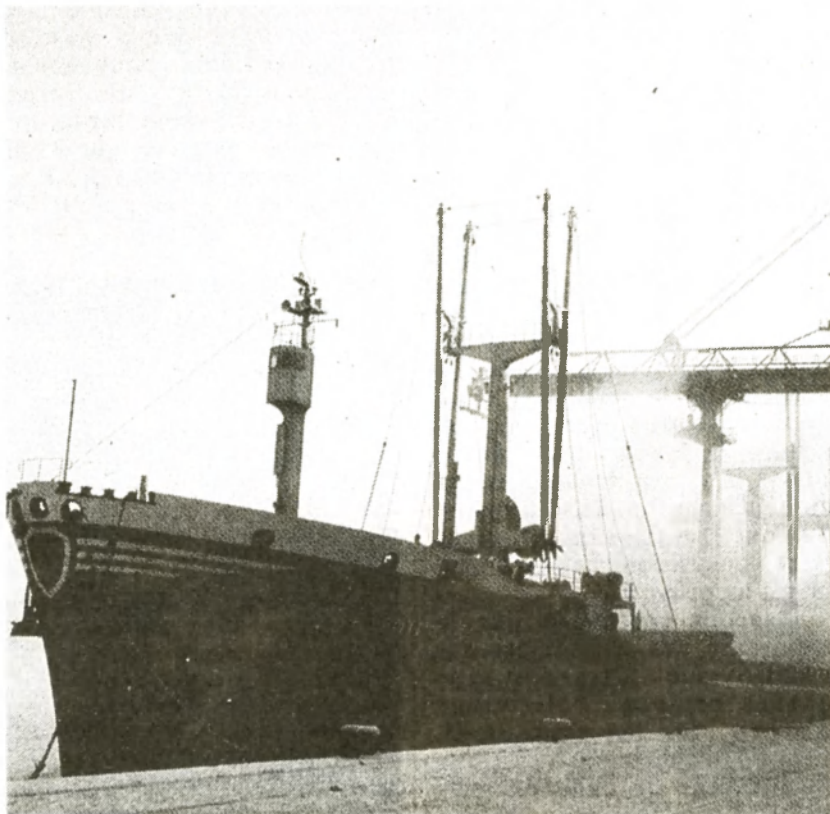
Entre le « vide du Pacifique » et le « nouveau centre du monde », deux thèses contradictoires s'affrontent, qui prennent leur sens selon la région que l'on considère : soit le pourtour, soit le bassin océanique proprement dit. Si l'on s'attache au premier, il est de fait qu'un glissement économique capital s'est opéré de la zone atlantique à la zone pacifique. Le volume et la valeur des biens échangés dans la seconde sont aujourd'hui supérieurs aux flux qui sont réalisés dans la première. Un véritable condominium nippo-américain est en passe de s'installer, au risque d'une marginalisation de l'Europe.

Même si l'on fait abstraction du Japon, les pays du Pacifique-nord (Corée, Indonésie, Philippines, Malaisie, Thaïlande ainsi que Hong-Kong, Singapour et Taïwan) ont pris une importance toujours croissante dans les échanges mondiaux des 20 dernières années. Or les entreprises françaises y occupent des positions trop souvent symboliques, derrière leurs concurrentes allemandes ou anglaises, lesquelles sont loin des performances japonaises ou américaines.

Comment améliorer nos positions ? Sans doute en agissant simultanément dans plusieurs domaines. Un récent avis du Conseil Economique et Social proposait principalement :

- de mettre en valeur l'image de la France qui souffre davantage d'être mal connue que mal jugée. Il conviendrait de développer les échanges culturels bilatéraux et d'améliorer la diffusion de notre langue (Radio-France internationale devrait enfin pouvoir construire un émetteur de grande puissance dans cette région);
- de développer la coopération scientifique et technique qui est

L'idée selon laquelle le « centre du monde » aurait glissé de l'Atlantique au Pacifique est reprise ici et là, pas seulement au Japon ou aux Etats-Unis. Quoi qu'il en soit notre pays, présent territorialement au cœur de cette région, y est étrangement absent culturellement et économiquement.



surtout le fait des Japonais et Américains alors que beaucoup de pays de la zone cherchent à se soustraire à cette double tutelle;

- de faciliter la tâche des entreprises en améliorant le régime fiscal (autorisation de déduire les pertes inhérentes aux premières années d'implantation), en encourageant la formation pratique de spécialistes français du commerce international, en créant une structure légère mais centralisée, destinée à l'information et à la liaison avec les organismes locaux;

- d'adapter notre politique commerciale aux besoins des pays de la région dans le domaine des grands contrats. La France, qui occupe le second rang mondial pour la production agricole, pourrait prendre une place de choix dans la mise en valeur des ressources locales...

Presque absente du combat économique qui se livre à la périphérie, la France, entend rester une puissance au cœur du Pacifique. Mais elle a découvert avec l'affaire du Rainbow Warrior qu'elle y était souvent considérée comme une intruse. Notre pays est-il victime d'un

ostracisme anglo-saxon ? D'Hawaï aux Mariannes, les Etats-Unis sont puissamment présents, et ils entretiennent d'excellentes relations avec la quasi-totalité des micro-Etats polynésiens ou mélanésiens. Face à ces derniers, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, liées aux Etats-Unis par le pacte de l'ANZUS, sont figures de super-puissances et s'imposent comme des « partenaires » privilégiés par l'entremise d'une multitude d'organisations d'intérêt « régional ». On notera au passage que le traité de dénucléarisation, adopté en 1985 par les pays du Forum du Pacifique Sud, ne proscriit que les bases terrestres, et non la circulation des bâtiments à propulsion nucléaire. Il gêne donc surtout la France mais manifeste une volonté de ménager les Etats-Unis.

Heureusement, pour cette même raison, le traité ne fait pas l'unanimité. Par ailleurs, les petits Etats micronésiens, mélanésiens ou polynésiens découvrent les méfaits du paternalisme de leurs puissants voisins. Des campagnes contre les thoniers américains ou les projets japonais d'immersion de déchets nucléaires se développent. La France dispose donc d'une marge de manœuvre pour peu qu'elle fasse preuve d'un peu plus d'habileté. Régis Debray déclarait (1) : « il faut insister sur la coopération, en finir avec une certaine arrogance ».

Mais il faut comprendre qu'une telle offre de coopération ne sera crédible pour les pays du Pacifique Sud que si notre pays est moins absent dans les nouvelles puissances économiques du Sud-Est asiatique.

Alain SOLARI

(1) Le 22 février 1984 à « Libération ».

Raid

Paris-Ndjamena via la Tibesti ?

Au moment où les concurrents du raid Paris-Dakar s'engagent sur les pistes sahéliennes, il est bon de se souvenir que la guerre souvent fait rage sur ces confins disputés de l'Afrique blanche et de l'Afrique noire.

une escalade dont il n'a vraiment pas besoin, surtout pour un objectif qui le dépasse de si loin (abattre Kadhafi); démentir la portée de sa propre

Le 25 décembre 1985, un conflit éclatait entre le Mali et le Burkina-Fasso pour la possession de la bande frontalière de l'Agacher, que la Cour internationale de justice de la Haye vient de partager entre les deux belligérants. On imagine mal que le statut d'une bande analogue, celle d'Aoozou, entre la Libye et le Tchad soit déferé aux mêmes juges.

Un an plus tard, le 25 décembre 1986, c'est pourtant au sud de cette zone que les combats se déchaînent. Le «retournement» des Toubous du Tibesti offrait à Hissène Habré une chance et un risque. La chance de reconquérir le nord, d'abolir la limite posée par la France au seizième parallèle, de neutraliser son rival Goukouni, otage à Tripoli, tout en récupérant son héritage de «patriote tchadien», bref de prendre une dimension réellement nationale en incarnant la lutte contre l'envahisseur libyen. Le risque, cependant, est de ne pas être à la mesure d'un tel rôle, soit que le combat soit à l'évidence le seul fait des Toubous, soit qu'il se fasse piège à vouloir se substituer à eux, dans les deux cas de perdre son crédit politique à Ndjaména et dans le «Tchad utile».

Le gouvernement français, quant à lui, doit obéir à deux contraintes. La première est internationale: quand le ministre des Affaires étrangères parle d'«éviter toute aventure militaire tchadienne au nord du 16ème parallèle», il est sensible au danger d'internationalisation du conflit. Utiliser le conflit tchadien pour atteindre Kadhafi, c'est à la fois un



détour trop compliqué et un détournement abusif d'une cause innocente. C'est aussi un moyen pour le dirigeant Libyen de retrouver audience à Moscou. Une dépêche de l'agence Tass l'a vite attesté.

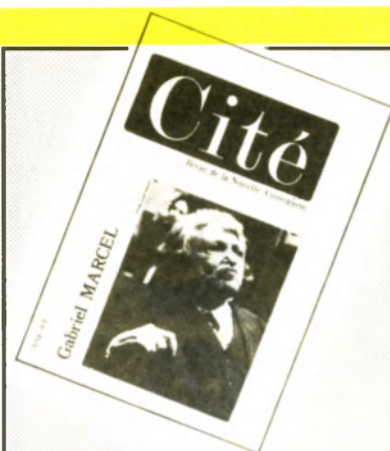
La seconde est intérieure au Tchad. Peut-on aider les Toubous, même alliés aujourd'hui d'H. Habré, sans être requis par le gouvernement légal, sauf à porter atteinte à sa propre légitimité ? Or Ndjaména préfère qu'on l'aide, lui, à se porter vers le Nord !

On peut comprendre, dans ces conditions, la ligne de conduite momentanément adoptée par Paris: freiner les Etats-Unis dans leurs velléités d'aider trop Ndjaména, engageant ce pauvre pays dans

aide directe aux assiégés du Tibesti pour «sauver la face» de Ndjaména sans toutefois laisser les Libyens écraser les courageux Toubous. Chacun sait, Kadhafi le premier, quelle force tampon, quel contre-feu, pourraient constituer ces nomades noirs s'ils étaient durablement opposés à Tripoli. Leur résistance présente le prouve encore.

Nous espérons que certains de nos «services» y sont pour quelque chose et que nous avons su, ou que nous saurons, «accompagner» l'évolution de ces peuples guerriers du Tibesti, dans le respect, bien entendu, de nos engagements à l'égard de Ndjaména.

Y. LA MARCK



actes du colloque GABRIEL MARCEL

- Editorial, par Joël Bouëssée

- Réflexions sur la civilisation, un entretien entre Miklo Veto et Gabriel Marcel

- Sur la voie de Gabriel Marcel aujourd'hui, par Pietro Prini

- L'univers concret selon Gabriel Marcel, par Jeanne Parain-Vial

- Vocabulaire philosophique, par Simone Plourde

- Le mal chez Gabriel Marcel, par René Davignon

- Gabriel Marcel et Nietzsche, témoins de la modernité, par Yves Ledure

- Gabriel Marcel et Gaston Fessard, par Pierre Colin

- Une sagesse qui rend leur mémoire aux hommes, par Jean-Marie Lustiger

- Bibliographie et Biographie

BULLETIN DE COMMANDE OU D'ABONNEMENT

NOM et adresse :

☐ s'abonne à «Cité» à compter du n°14 (un an, 4 numéros 125 F)

☐ commande «Cité» n°14 (35 F)

Règlement à l'ordre de
«Royaliste», 17 rue des
Petits-Champs, 75001 Paris-
CCP 18 104 06 N Paris

Bio-éthique et :

Aux journées annuelles d'éthique, à la Sorbonne, se sont associés chercheurs de nombreux pays, juristes et moralistes devant un public attentif (notamment beaucoup de lycéens). Sous l'égide du Professeur J. Bernard et encouragé par Mme Barzach et M. Mitterrand, le Comité Consultatif National d'Éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CNE) exposait et proposait ses réflexions. Ces dernières répondent à la dérégulation de nombre de chercheurs qui désirent, semble-t-il, un cadre heuristique afin de poursuivre la connaissance du vivant. M. Mitterrand faisait remarquer (1) que les « règles du jeu ne peuvent être fixées uniquement par des contraintes techniques ». Et si « la recherche devrait pouvoir fournir ses propres solutions, c'est-à-dire adapter son rythme à l'exacte mesure des dangers éventuels et aux éventuels moyens d'y parer », des recommandations nécessaires rendues par un comité reconnu s'imposent en raison des déviations inévitables.

Les sujets soumis au débat public sont de trois ordres. Tout d'abord sont étudiés les états végétatifs chroniques, puis la procréation artificielle et enfin la fantastique avancée des neurosciences.

Êtres humains ou intermédiaires entre l'Homme et l'Animal ?

Peut-on effectuer des essais en vue d'une thérapie supposée sur des êtres en état végétatif chronique ? Il convient de rappeler ce qu'est cet état. Il se différencie des « comas dépassés » dans la mesure où l'électroencéphalogramme étant

non plat, on ne peut conclure à la mort du sujet. Moyennant des soins précautionneux on parvient à maintenir les fonctions végétatives en espérant un rétablissement ultérieur. Le CNE fut saisi de ces cas à la suite d'une demande formulée a posteriori par le Professeur Milhaud. Son équipe du CHU d'Amiens avait pratiqué, sans aucun accord préalable, une autotransfusion. Il s'agissait de prélever 1 litre de sang et de le transfuser rapidement, par voie osseuse, sur le même patient. Cet exemple est remarquable quant aux questions qu'il suggère. A-t-on le droit de faire une expérience dont le contenu scientifique est discutable ? Cet essai doit-il être autorisé s'il est sans rapport avec le traitement thérapeutique ? Les risques encourus par le sujet sont-ils secondaires en comparaison des résultats escomptés ? Enfin a-t-on la possibilité de pratiquer des expériences sur un humain sans son accord ou à défaut sans celui de ses proches voire sans consultation d'un comité d'éthique ? Cette dernière interrogation sera sans doute repoussée par M. Milhaud pour qui ces patients n'ont rien d'humain : ce sont « des modèles humains presque parfaits, qui constituent des intermédiaires entre l'animal et l'homme » ou encore ce sont « des morts corticales qui n'ont que l'aspect extérieur d'humain ». Dès lors on peut, selon lui, pratiquer des expériences en contradiction avec la loi s'appliquant aux humains (le prélèvement de 1 litre de sang est contraire à l'arrêté du 22-12-82). Le CNE pense lui que ces patients « sont des êtres humains, qui ont d'autant plus droit au respect dû à la personne humaine qu'ils se trouvent en état de fragilité ». On décele, ici, l'inanité d'une référence morale, celle-ci étant désormais remise en

question. « Il faut qu'elle se réadapte en fonction des valeurs sociales et personnelles » (2).

Limitation des tares et satisfactions du désir parental : vers le meilleur des mondes ?

Quel est l'enjeu des débats actuels sur la procréation artificielle ? Pour reprendre l'analyse pertinente de M. Mitterrand : « il s'agit, au fond, de mettre en relation plusieurs logiques qui peuvent se contrarier. La logique individuelle des couples dont chaque histoire est unique, dont chaque aspiration est respectable et la logique du chercheur passionné par ses travaux qui eux-mêmes s'inscrivent dans la logique générale de la recherche qui est toujours d'aller plus loin. Enfin l'intérêt de la société à la fois présente et avenir, c'est-à-dire l'intérêt des générations futures. » (1). D'autre part, pour les recherches menées sur l'embryon : « en répondant au désir d'enfant par la fécondation « in vitro », on fait de l'embryon humain, et par définition, un champ d'expérience » (1). La recherche, en dissociant la fécondation et l'acte charnel, pose de nouveau un défi à la morale.

Quelques questions, dans ce vaste thème, ont déjà fait l'objet d'interdits de la part du CNE qui a, d'autre part, proposé un moratoire dans certains domaines :

- Si la pratique de la fécondation « in vitro » et transfert d'embryon (FIVETE) comme

Les 15 et 16 décembre derniers ont eu lieu les journées annuelles d'éthique. Préoccupés de la vie dans la cité, il nous a paru utile d'entreprendre une enquête sur les problèmes soulevés par la bio-éthique qui semble dessiner les contours de la morale du XXIème siècle. Nous tentons ici d'établir ici le bilan actuel de la question.

société

remède à l'infécondité est bien délimitée, le cas des embryons surnuméraires l'est nettement moins. Il faut savoir que l'on est obligé de prélever, pour optimiser la «Fivete» un nombre d'ovocytes supérieur au nombre d'ovocytes implantés et qui poursuivront l'ontogénèse jusqu'à leur terme. Que faire de ces embryons surnuméraires ? Les détruire, alors que l'on veut paradoxalement créer la vie ?

l'«intégrité morale» de ces équipes ? Mme. Barzach faisait d'ailleurs remarquer que seule une cinquantaine suffirait alors qu'il en existe aujourd'hui une centaine. Doit-on garder les embryons congelés en vue d'un deuxième enfant ? Si le projet parental, «inscrit dans le cadre d'une relation stable et effective de l'homme et de la femme», est compris comme projet personnalisé d'enfant la réponse



■ Mme Michèle Barzach aux Journées annuelles d'éthique

Si l'on considère l'embryon comme une personne potentielle comment se résoudre à la détruire ? Cette interrogation en implique une seconde : à partir de quand doit-on considérer que nous ne sommes plus en présence d'un «matériau» sur lequel une expérimentation est possible ?

- La congélation est tout aussi évocatrice de problèmes sous-jacents. Doit-on dissocier les équipes de recherche et les centres d'application de la «Fivete» ? Comment vérifier

est négative. Par contre elle sera positive si l'on désire instituer une gestion de la reproduction du couple (avec destruction si le projet est rompu).

- Que penser du don d'embryon ? Est-ce une adoption ante-natale évitant dès lors la destruction des embryons surnuméraires ? Ou devons nous nous diriger vers une production d'embryons avec pour finalité l'adoption (le dérapage commercial est alors à craindre) ?

Même si le CNE n'interdit pas le don d'embryons surnuméraires destinés à la recherche et s'il n'exclut aucune recherche «in vitro» à priori sur l'embryon, il vient de prononcer des interdictions et un moratoire.

- Interdiction de la «thérapie génique germinale», c'est-à-dire une modification artificielle du génome humain, mais aussi de la recherche pour une gestation masculine et le développement d'embryons dépourvus de matériel génétique mâle.

- Le moratoire s'exerce sur un domaine assez restreint mais essentiel. Il proscriit durant trois ans les recherches visant à la réalisation d'un «diagnostic génétique avant transplantation» afin d'éviter toute dérive eugénique vers une normalisation de la reproduction. Ceci en sachant qu'au stade foetal l'avortement thérapeutique sera peut-être indiqué mais le CNE refuse que l'on y pallie par un tri génétique initial.

On remarque donc, en ce domaine, que nombre de questions demeurent en suspens ou sont justes posées. La seule voie possible semble l'attente d'un arsenal juridique et des conclusions éthiques qui puissent combler l'écart creusé entre science et société.

Vers une modification des comportements par les neurosciences

Les neurosciences connaissent une croissance exponentielle, c'est un truisme. Mais en mesure-t-on toutes les implications ? Le problème est si complexe que travaillant sur ce sujet depuis deux ans, le CNE ne pense arriver à une conclusion partielle que l'année prochaine.

Les réflexions les plus avancées portent sur les essais médicamenteux, les greffes et les interventions chirurgicales sur le cerveau.

* En ce qui concerne les essais médicamenteux deux questions essentielles portant sur la valeur des modèles animaux et le «consentement éclairé» :

- La première traite d'une extrapolation à l'homme d'une corrélation comportement-mécanisme cérébral observée chez l'animal et médiée par des

substances psychoactives ;

- le «consentement éclairé» est particulièrement difficile dans le cas des malades mentaux. Or il existe une pression très forte pour une recherche toujours plus accrue. Comment garantir à ces patients une information impartiale et une véritable liberté de décision ? Même si un consentement volontaire est obtenu comment préserver le secret du malade ? En effet il faut tout connaître sur le passé d'un toxicomane ou d'un enfant adopté.

* Les greffes sont les plus soumises au feu des médias, cela d'autant plus qu'elles ont des exigences redoutables : nécessité d'utilisation de cellules nerveuses humaines en culture provenant de banques de tissus embryonnaires congelés, travaux sur des animaux aussi proche que possible de l'humain et prudence de la diffusion des résultats

* Enfin la psychochirurgie, bien que non interdite, devrait être interrompue selon le CNE qui réclame, par ailleurs, que soit établi un bilan sur ce sujet sachant que beaucoup d'informations ne sont pas publiées. De plus se pose le problème de la destruction de structures cérébrales ou de stimulations électriques de certains systèmes (épilepsie) voire de la transmission génétique. Tous ces essais garderont-ils pour but l'intérêt du malade ?

On observe donc les ambivalences sinon les contradictions des neurosciences «avec d'un côté la guérison espérée de redoutables psychoses et névroses, et d'un autre côté le pouvoir donné à l'homme de modifier les activités intellectuelles, affectives, le comportement de son prochain» (3).

Si la «science ne pense pas» (cf. Heidegger) il nous faut désormais rechercher tous ensemble notre propre éthique. Ainsi pourront se développer des forces en marche qui une fois créées seront suivies de solutions «de novo», comme le soulignait Mme Barzach. C'est pourquoi nous nous efforcerons d'amorcer, par notre réflexion, une de ces forces.

Frank LAFONT.

(1) Allocution de M. Mitterrand aux journées annuelles d'éthique 1986
(2) Allocution de Mme Barzach.
(3) Allocution de M. Bernard.

Mémoire

Un Français de Hongrie

Hongrois, devenu citoyen de notre pays, François Fejto a vécu et médité les aventures intellectuelles et les tragédies de notre siècle.

Depuis une trentaine d'années, les articles et les livres de François Fejto constituent la matière première de toute réflexion sur les « démocraties populaires ». Ses mémoires permettent de découvrir, sous le spécialiste, un homme passionné et passionnant, au destin exemplaire. Grâce à sa double appartenance, grâce à sa culture et à ses engagements, son aventure personnelle recoupe en d'innombrables points celle de l'Europe bouleversée par les révolutions et les guerres.

Né dans une petite ville de Hongrie au temps de François-Joseph, issu d'une famille multinationale à l'image de tant d'autres qui peuplaient le vieil empire, Fejto a assisté, enfant, à l'effondrement, pas inévitable, de la double monarchie et à la première révolution communiste - celle, éphémère, de la République des Conseils de Bela Kun. De religion israélite, il est victime des mesures antisémites en usage sous le régime Horthy et doit renoncer à faire ses études à Budapest. Il se convertira plus tard au catholicisme, dont il s'éloigne en raison de l'indifférence du clergé à l'égard de la misère ouvrière. Encore étudiant, il participe à la vie intellectuelle hongroise et devient communiste sous l'influence du poète Attila Jozsef, qu'il compare à Paul Eluard. Arrêté, torturé, il connaît la prison. Déçu par le Parti communiste, il rejoint la social-démocratie et sera de tous les débats, politiques et culturels, qui agitent une Hongrie divisée entre une droite plus ou moins extrême, un fort courant populiste et le communisme.

A nouveau inculpé, Fejto se réfugie en France peu avant le



■ François Fejto ou les mémoires d'un siècle

Six février 1934, pour reprendre les mêmes débats et poursuivre le même combat. Antifasciste en butte à l'hostilité des communistes, ses sympathies pour la S.F.I.O. ne l'empêchent pas d'apprécier Emmanuel Mounier, Maritain et Berdiaev... Puis c'est la guerre et la défaite. Réfugié dans le Sud-Ouest, Fejto participe à la Résistance aux côtés d'un jeune officier royaliste, qui sera tué par les Allemands. La Libé-

ration est pour lui, « Français de Hongrie », une joie mais pas une victoire. Occupé en 1944 par les Allemands qui y exterminent la population juive, son pays est à nouveau occupé par l'Armée rouge. Revenu un temps à Budapest, puis à Paris, il vit la soviétisation de son pays, le procès et l'exécution de son ami Rajk. Dénoncé une nouvelle fois comme renégat par les communistes français, victime de leurs persécutions, Fejto obtient non sans mal la nationalité française et devient l'observateur attitré des démocraties populaires tout en prenant une part active à la vie intellectuelle de son pays d'adoption, aux côtés de Morin et de Duvignaud lorsqu'ils fondent *Arguments*, puis avec Raymond Aron et l'équipe de *Commentaire*.

François Fejto a vu s'effondrer la vieille Europe centrale et n'a pu empêcher que sa patrie, depuis lors, vive sous des dictatures successives. Il a vu grandir le mouvement communiste et contribué, en France, à son échec intellectuel et politique. Militant de la liberté, il nous rappelle que l'Europe séparée de Budapest, de Prague et de Varsovie ne saurait être pleinement elle-même.

B. LA RICHARDAIS

François Fejto, « Mémoires : de Budapest à Paris », Calmann-Lévy, 323 pages, prix franco : 150 F.

Le nouveau livre du Comte de Paris

(voir page 11)

Néo-Hussards

As-tu lu Matulu ?

Deux nouvelles revues donnent la parole à des auteurs, anciens ou très jeunes (dont les noms sont souvent connus des lecteurs de « Royaliste »). Elles ont les vertus dont nous avait déshabitués l'abracadabrante manie qui transforme toute page blanche en un système d'écriture sur l'exercice de l'écriture.

D'abord *Luxe, Calme et Volupté*, lancée par une petite bande lyonnaise que mène un gaillard de dix-neuf ans, lequel, en quatre pages, nous jette à la figure quelques seaux d'eau vive, dont un aimable éditorial contre l'imbécilité universelle, un carnet misanthropique et une page de critique inactuelle (Barbey d'Aurevilly, Paul-Jean Toulet, Dominique de Roux...).

Mais la grande entreprise de dégel, plus parisienne-tu-meurs, et déjà saccageuse, s'appelle *Matulu* - titre repris d'une première tentative de Michel Mourlet, prématurée sans doute (nous étions en 1971, au beau milieu du froid sibérien). Cette bande-là, menée par Grégoire Dubreuil, rassemble plumes non conformistes délaissées par les littéromanes du temps, hussards semi-clandestins des années 1950 (Nimier, Déon, Laurent, Matzneff, Guy Dupré, Abellio, Kléber Haedens, François Nourissier, Philippe de Saint Robert...), bref la bande des grands bandits solitaires.

Vif, fort, polémique, bien décidé à en découdre et capable de porter savamment les estocades nécessaires, *Matulu*, est investi d'une mission quasi-historique, à savoir, après les miasmes de cette fin de siècle (qui décidément traîne un peu) faire avancer le schmilblick.

Paul-Marie COUTEAUX

« Luxe, Calme et Volupté », 102, rue Tronchet 69006 Lyon.
« Matulu », 36, rue de la Montagne Ste-Geneviève 75005 Paris.

Barrès l'insaisissable



Gérard Leclerc

Sans doute fallait-il un écrivain de vingt-six ans pour entreprendre cette biographie de Maurice Barrès. Un livre qui nous manquait et qui se révèle presque irrécupérable par le sérieux de sa documentation et l'équilibre de ses jugements. Nous devrions être comblés. Enfin, nous savons à peu près tout, et l'auteur des *Déracinés* ne devrait plus nous échapper. Eh bien non ! Cet étrange bonhomme continue à se dérober, multiple, fuyant, déconcertant.

Nous savions que sa petite musique lorraine avait une autre qualité littéraire que du Déroulède, mais nous nous apercevons qu'elle ne chante pas seule du haut de sa colline inspirée, et que d'autres mélodies du côté de l'Oronte ou d'ailleurs, mêlent les accents du cosmopolitisme à ceux du patriotisme local. A vrai dire, cela nous ne l'ignorions pas pour avoir lu ses livres. Ce que nous montre Yves Chiron, c'est qu'il est vain d'aller chercher au-delà des mélodies une cohérence intellectuelle, une pensée comme Maurras, et même Chateaubriand ont pu la développer. Derrière l'homme officiel, la plume Illème République, Barrès est toujours resté flottant, livré à une rêverie, une songerie intérieure, sans pouvoir jamais fixer l'objet de ce qu'il appelait mensongèrement sa contemplation.

Jean-Marie Domenach dans son *Barrès par lui-même* (au Seuil) avait déjà parfaitement défini ce caractère insaisissable : « *Qu'il ne se laisse pleinement saisir dans aucun de ses livres procède d'un trait de nature : il ne s'est jamais mis entièrement en lui-même. Tel est le principe de sa faiblesse et de sa grandeur, telle sera notre thèse et notre impuissance, parce qu'une fois avec Barrès, on est à sa poursuite interminable, contradictoirement renvoyé d'un livre à l'autre, d'une part à l'autre de son âme, et lorsqu'on l'a saisi, défini, il a déjà fui très loin.* »

INDIVIDUALISTE TRES ACTUEL ?

En ce sens, Barrès pourrait bien être très actuel. Les meilleurs observateurs du corps social vous ont assez dit que nous vivions une période d'extrême individualisme pour ne pas nous intéresser à l'écrivain du culte du moi, un fameux individualiste ! Il est vrai que l'égotisme barrésien débouche sur le déterminisme de la tradition et sur le nationalisme, qui constitue précisément l'un de ces grands « systèmes de sens », répudiés par notre individualisme d'aujourd'hui, si l'on se fie aux analyses de Gilles Lipovetsky. Mais, il y a quand même, me semble-t-il, un point commun. Barrès est, en effet resté irréductiblement égotiste jusqu'au bout, dans sa façon de préférer ses sentiments à tout système de raison.

Son attitude par rapport au christianisme est caractéristique au plus haut point de son incurable laisser-aller intellectuel, au gré de ses humeurs et de ses impressions. Yves Chiron cite, à ce propos, un passage des *Cahiers*, à propos d'une « illumination » ressentie en Egypte au cours d'une messe célébrée à Louqsor. C'est confondant de faiblesse spirituelle, lorsqu'on songe à la conversion de Claudel, ou à l'aride recherche de Maurras : « *Je suis sorti de la froide et noble raison, de mon état normal d'homme intelligent, j'ai retrouvé l'instinct animal pour qu'il exalte et s'ennoblisse et devienne enthousiasme. J'ai gagné les régions supérieures enchaîné dans la grappe humaine. Une étincelle de feu divin est tombée sur moi, m'a échauffé, illuminé de clartés soudaines.* » Si l'on ne savait, par ailleurs, l'homme et l'artiste d'une autre trempe, on pourrait presque parler de médiocrité, voire de bêtise. Mais Barrès était tout autre chose que bête. Pourquoi faut-il qu'il se soit laissé aller à ces à-peu-près ? « *Un certain contentement de soi*, répond Chiron, *empêchera toujours Barrès de considérer dans la religion autre*

chose qu'un réservoir de sensations. ». Pourtant, il avait des lectures, des intercesseurs - ne serait-ce que Pascal - qui auraient dû lui donner le coup d'aile supérieur pour quitter ses sensations chéries et aborder le Royaume.

Cet homme de sentiment fut-il supérieur en politique ? Il faut distinguer deux périodes dans son engagement actif : la première où il est mêlé de près à l'agitation nationaliste au côté de Déroulède, une seconde où il se range, député inamovible du premier arrondissement, figure morale de la République conservatrice qui lui donnera des obsèques nationales. Au moment de ses plus ardentes batailles, il garde une sorte de détachement, comme son personnage Sturel : « *J'aime une femme. Je suis engagé dans une grande aventure historique. En même temps je garde la possession de moi-même et je mêle à ces excitations une clairvoyance de blasé.* ». Faut-il prendre pour rien ces combats dans une époque des plus tragiques, puisqu'elle est consacrée par la guerre la plus cruelle, l'holocauste de cette liturgie nationaliste dont il fut l'ordonnateur et le premier cérémoniaire ? certes non ! Et pourtant, au coin d'une page des cahiers, cette note ébranle toute certitude : « *Allier action et contemplation. Le lien au néant, la tombe du père. Dans une page blanche, inscrire : il y a plusieurs vérités. Dans une autre inscrire : l'intelligence est peu de chose.* »

SON INTERET ET SES LIMITES

Il faut tout simplement prendre son parti de ce Barrès insaisissable, dans la recherche infinie et indéfinie de lui-même, tout à la fois dandy et professeur d'énergie, superficiel quelquefois par profondeur, théoricien vague et psychologue averti, égoïste et altruiste, moraliste flottant et toujours à la recherche d'un maître intérieur « axiome, religion ou prince des hommes ».

C'est pourquoi, la conclusion d'Yves Chiron peut rallier nos indécisions : « *Le Barrès désenchanté et sceptique de Sous l'œil des Barbares, ne se renie pas en découvrant les vertus du patriotisme, de la terre et des morts, il s'accomplit, trouve l'objet de sa quête. Le terme de sa recherche, qui n'a jamais cessé, aurait pu être différent. L'histoire, les événements ont fait qu'il rencontra sur sa route le général Boulanger, le capitaine Dreyfus, Maurras et Anna de Noailles, qu'il conclut au nationalisme et inclina au catholicisme.* ». Reste alors à supputer la valeur de ce nationalisme et de catholicisme. Pour le premier, j'en resterai aux pages pénétrantes de Jean-Marie Domenach qui a montré à la fois l'intérêt de la pédagogie barrésienne (montrer la France et la Lorraine non comme des doctrines mais comme des biographies) mais aussi la limite et la contradiction de ce parti du tout qui se retranche violemment du tout pour se renfermer sur lui.

Il faudrait reprendre plus généralement - et c'est possible aujourd'hui - cette immense question de la nation, avec les impasses où a mené son culte exclusif, mais aussi les vérités existentielles qui sont les siennes. Il me semble, à parcourir brièvement les *Cahiers*, comme cela m'arrive, que la conscience catholique de Barrès, si flottante soit-elle, a empêché les dérives les plus graves, barré les sottises les plus pernicieuses, qui affleurent ici ou là. Mais pour entreprendre le travail de réflexion qui s'impose pour les bilans nécessaires, la biographie d'Yves Chiron nous sera précieuse, par son souci d'exactitude et de justice.

Gérard LECLERC

Yves Chiron, *Maurice Barrès, le prince de la jeunesse*, Perrin, 400 pages, prix franco : 139 F.

Organicisme

Quelle troisième voie ?

Voici un livre d'histoire des idées politiques écrits dans le souci constant d'alimenter les débats les plus actuels sur la modernisation nécessaire de la démocratie française.

Notre époque est désabusée. On sait que les idéologies ne mènent pas au but qu'elles s'assignent. Le libéralisme économique et le socialisme prétendent affranchir l'homme. En fait, que l'on désorganise la société pour permettre l'épanouissement de l'initiative individuelle, ou qu'on la sur-organise pour protéger les individus de l'emprise des puissances économiques, ce sont toujours les libertés essentielles des citoyens qui en pâtissent. D'où l'idée d'une troisième voie, permettant de dépasser les clivages idéologiques. De la fin du XIX^{ème} siècle au milieu du XX^{ème}, royalistes, catholiques, socialistes proudhoniens, fédéralistes, corporatistes de tout poil, voire gaullistes, etc., ont cherché cette voie technique plus que politique. Michel Bouvier s'attache à découvrir les conséquences passées et les prolongements actuels d'une telle recherche fondée, selon lui, sur une même vision, organique, de la société.

La crise économique des années 30 avait permis à cette volonté de concilier organisation des solidarités nécessaires et liberté individuelle de devenir l'opinion commune. Mais la « démocratie organique » souhaitée par tous ceux qui constataient la faillite du libéralisme comme de l'étatisme et qui redoutaient la dictature marxiste, devait déboucher sur la caricature vichyssoise des idées sociales corporatistes. Était-ce une fatalité ?

Pour Michel Bouvier, les débats les plus récents, exposant les moyens de dépasser les contradictions et les crises

Michel Bouvier

L'État sans politique

tradition et modernité

Preface de Georges VEDEL.



actuelles tournent autour des mêmes thèmes que ceux qui agitaient les intellectuels des années trente. On peut déceler les mêmes désirs de « s'affranchir des idéologies en faisant appel à une approche technique ou encore en surestimant le rôle des groupes ou aussi du « local » en tant que moyen de réduire le pouvoir central »...

Le mythe d'un État sans politique pourrait ainsi reprendre de la vigueur et il serait bon de se rappeler les dérapages de naguère au moment où l'on s'interroge à nouveau sur les moyens d'organiser la démocratie dans une société qui se décompose sans encore se recomposer clairement. Il serait donc bon de lire cet ouvrage aux multiples facettes et dont, par ailleurs, bien des références apparaîtront familières à beaucoup de royalistes.

Paul CHASSARD

Michel Bouvier, « L'État sans politique, tradition et modernité », L.G.D.J. 1986, 267 pages, préface de G. Vedel. Prix franco : 159 F.

Palimpseste

Le nom de la rose

Dans les décors fantastiques d'un monastère moyen-âgeux, la sombre histoire d'une bibliothèque qui tue, servie par une pléiade de très bons acteurs, et remarquablement filmée, attire les spectateurs dans les salles obscures comme peu souvent. Mais que reste-t-il du livre qui l'a inspirée ?

Parler de trahison, comme l'ont fait certains, n'a aucun sens. Un film tiré d'un roman ne peut être qu'une lecture de ce roman, non seulement par un cinéaste, mais par toute une équipe : des scénaristes, des dialoguistes, des acteurs et des techniciens de la lumière et du son. Comme l'a écrit Umberto Eco lui-même (1) : le film ne dit pas ce que le livre dit, « en partie il le dit, en partie il dit autre chose. C'est une lecture, une interprétation du livre. Et ce n'est pas une interprétation faite avec le même langage verbal que le livre, mais avec un langage avant tout visuel (...) Il faut ajouter que, pour transposer un texte de cinq cents pages hérissées de discussions doctrinales, il est nécessaire de faire des choix ».

La difficulté a peut-être été de vouloir faire, en partant d'un livre sur les livres, un film sur les films. Ainsi s'expliquerait que ce palimpseste du « Nom de la rose », ne manque pas d'allusions cinématographiques, jusqu'à apparaître parfois comme une transposition du dernier film de J.J. Annaud.

« La guerre du feu », tandis que la forte personnalité de Sean Connery fait, à l'occasion, oublier le moine savant qu'il incarne ici pour nous rappeler le statut d'agent secret invulnérable qui a fait sa gloire dans les « James Bond ».

Pourtant, le grand reproche que l'on pourrait faire à Annaud - s'il avait voulu véritablement rendre compte du roman - serait, paradoxalement, d'en être resté trop près, presque prisonnier du texte. Le problème soulevé par Eco concernait la connaissance : faut-il se contenter de préserver le savoir dans les rayons d'une bibliothèque auxquels personne n'a accès ou bien peut-on transmettre ce savoir au commun des mortels sous peine de les voir en faire mauvais usage ? La question éminemment philosophique reste sans réponse dans le livre et passe inaperçue dans le film. Alors que transposée au XX^{ème} siècle, dans une multinationale de l'audiovisuel, la question aurait gardé toute son actualité.

Nicolas PALUMBO

(1) « Expresso », du 19 octobre 1986

■ Une lecture attachante du livre d'Eco



GALETTE DES ROIS

Tous nos lecteurs sont conviés à la
GALETTE DES ROIS
DE LA REGION PARISIENNE



qui aura lieu le
SAMEDI 17 JANVIER
de 17 heures à 20 heures

dans les locaux du journal
17 rue des Petits-Champs
4ème étage - Métro Bourse ou Palais-Royal

A 17h30 : allocution de Bertrand RENOUVIN

MERCREDIS DE LA N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 20 F).

Mercredi 14 janvier - Pour commencer cette année du millénaire de la France c'est «Hugues Capet» qui sera à l'honneur. **Georges BORDONOVE** poursuivant son immense fresque sur les rois de France, viendra nous parler du fondateur de la dynastie qui en mille ans a fait la France.

Mercredi 21 janvier - Sujet non fixé pour l'instant.

Mercredi 28 janvier - L'événement du trimestre est, sans aucun doute, la parution du nouveau livre du Prince: «L'avenir dure longtemps». Ce livre sera pour nous mais aussi pour de très nombreux Français, un ouvrage de référence qui fera date. C'est Bertrand RENOUVIN qui en fera la présentation.

COMMEMORATION

Messe Louis XVI. La traditionnelle messe du 21 janvier pour Louis XVI sera célébrée le **Mercredi 21 Janvier** à 12h30 en l'église St-Germain-l'Auxerrois (2 place du Louvre - face à la colonnade).

A 13h45, repas amical au Relais du Sud-Ouest, 154, rue St-Honoré - salle du 1er étage - dans la limite des places disponibles.

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom
Prénom
Année de naissance Profession ou études
Adresse

désire recevoir **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :
«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

Comte de Paris

Un nouveau livre

L'événement capital de ce début d'année est la parution très prochaine (fin janvier) du nouveau livre du comte de Paris. D'ores et déjà nous sommes assurés qu'il va avoir un grand retentissement. Nous ne pouvons qu'inviter nos lecteurs à se le procurer et nous leur demandons de ne pas tarder et de nous réserver la préférence dans leur achat. Les conditions particulières que nous leur consentons devraient les inciter à en commander plusieurs exemplaires !

COMTE DE PARIS L'Avenir dure longtemps



GRASSET

Pour recevoir le nouveau livre du Prince

chez vous, dès sa parution
fin janvier, aux conditions
spéciales pour les lecteurs
de «Royaliste»
jusqu'à fin janvier

Remplissez le bon de
commande ci-dessous.

BON DE COMMANDE

pour le nouveau livre du Prince

NOM/Prénom :

Adresse :

commande ex. de «L'avenir dure longtemps»

Prix : 1 ex. 87 F (franco)
2 ex. 160 F (franco)
5 ex. 370 F (franco)

Bulletin à retourner accompagné de son règlement à l'ordre de
ROYALISTE, 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris,
C.C.P. 18 104 06 N



Une droite sans fidélité

Faut-il parler d'une seule et même droite ? Nous y avons toujours répugné, insistant sur les distinctions nécessaires, soulignant à cent reprises que le débat politique ne sépare pas une Droite et une Gauche mais s'organise autour de questions qui entraînent des oppositions à l'intérieur des coalitions électorales et des relations entre celles-ci. Aussi nous a-t-il toujours semblé absurde qu'on se déclare globalement « pour la gauche » et « contre la droite », ou l'inverse : les points d'accords et de frictions varient selon la manière qu'ont les uns et les autres de poser les problèmes et de présenter leurs solutions.

Hélas, cette analyse nuancée, toujours déconcertante pour les amateurs de catégories tranchées, a été mise à mal depuis le 16 mars. Par aveuglement sur eux-mêmes et sur la France, par volonté de revanche et de reconquête de la totalité du pouvoir, les partis vainqueurs se sont immédiatement confondus avec l'image caricaturale de la droite, telle que ses adversaires la décrivent depuis des décennies - parfois au mépris de l'évidence.

LAMENTABLE EQUIPEE

Après la cure d'opposition, après le déluge des slogans électoraux, on attendait des gestionnaires, désireux de démontrer leur compétence dans les tâches quotidiennes et par des réformes mesurées, en « oubliant » les propositions extrêmes. Nous avons vu au contraire se développer une idéologie dure, une politique systématiquement favorable au patronat et aux catégories aisées, et s'élaborer des réformes contraires à l'esprit et aux réalités du temps, agrémentées de provocations et de rodomontades aux tragiques conséquences. En accumulant un nombre considérable d'erreurs et d'échecs, Jacques Chirac et son gouvernement ont rendu un très

mauvais service au pays et, aussi, à la cause « nationale » et « libérale » qu'ils entendent incarner. Au lieu de représenter une alternative raisonnable, ils ont restauré un régime d'injustice, d'intolérance et de brutalité et donné raison à ceux qui, contrairement à nous, confondent ce régime et la droite traditionnelle. Pendant longtemps, on pourra faire l'amalgame entre tout ce qui n'est pas de gauche et la lamentable équipée libérale-chiracienne. Joli résultat !

Mais cette droite gouvernementale est-elle vraiment fidèle aux traditions « de droite » qu'elle prétend fédérer ? Mise à part la tradition plébiscitaire, extrémiste, ligueuse, qui a reparu avec Le Pen, trois familles peuvent être distinguées dans ce qu'il est convenu d'appeler la droite :

- la famille libérale, celle de Benjamin Constant et de Tocqueville, qui est, beaucoup plus sûrement que la républicaine, à l'origine de notre démocratie représentative. Elle a connu une longue éclipse intellectuelle et politique, jusqu'à sa redécouverte récente,
- la famille catholique-sociale, qui a joué un rôle majeur dans l'élaboration de la législation sociale moderne et qui a inspiré à la fois la tradition royaliste et la tradition démocrate-chrétienne. Très discrète sous la 3ème République, elle s'est retrouvée dans le MRP sous la 4ème, puis dans le Centre démocrate et dans le CDS,
- la famille gaulliste, qui a intégré une grande partie de la tradition patriotique et plébiscitaire, repris certains thèmes du catholicisme social et accueilli nombre d'hommes de gauche.

LES REFERENCES PERDUES

Que reste-t-il, aujourd'hui, de ces courants ? Peu de chose à vrai dire. La pensée libérale inspire de nombreux intellectuels, qui sont parmi les meilleurs de

notre temps. Mais le Parti républicain ne puise pas dans cette tradition. Son « libéralisme » est un pâle reflet de la doctrine économique classique, une imitation brouillonne du reaganisme et, surtout, une machine de guerre contre un socialisme diabolisé. Le catholicisme social se survit, comme référence pieuse, au Centre des démocrates sociaux, mais sans engendrer de réflexions originales et novatrices. Il est désolant de voir cette tradition, qui fut grande, se mêler à l'utilitarisme libéral qui est son opposé, se faire la complice de l'injustice sociale et se compromettre dans les bas calculs du barrisme militant. Quant à la tradition gaulliste, elle est manifestement morte au RPR, parti pompidolien converti au catéchisme « libéral » ; le principe de légitimité, le sens du bien commun, le souci de l'indépendance de l'Etat à l'égard des partis et même l'idée de défense nationale depuis que Chirac s'est rallié à l'I.D.S. américaine, sont délaissés ou froidement reniés au profit d'une pure tactique de conquête du pouvoir.

La droite démocratique, toutes traditions confondues, a perdu ses références, ses fidélités et les sources mêmes de sa pensée. Il ne lui reste plus que des intérêts à protéger, des pouvoirs à gérer, et, comme moteur de son action, une très cynique volonté de puissance. C'est inquiétant pour le débat politique qui ne cesse de s'appauvrir, alors que la réflexion intellectuelle est au contraire de très grande qualité. C'est dangereux pour le gouvernement et l'actuelle majorité. Délaissant leurs traditions et renonçant à tout effort de réflexion, ils ont fait uniquement confiance à la force et à l'argent. Ils paient aujourd'hui leur mépris des idées puisqu'ils ne sont plus en mesure de comprendre la société qu'ils sont censés gérer, ni lui apporter le projet dont elle a besoin. La droite périra d'avoir été infidèle à elle-même. C'est désormais ailleurs et autrement que revivront ses plus solides traditions.

Bertrand RENOUVIN